

## **Enquête internationale de la British Library sur le dépôt légal électronique en 2011 : Résultats**

Réunion annuelle de la CDNL à Puerto Rico, 15 août  
2011

Dame Lynne Brindley DBE  
Directeur de la British Library

## Réunion annuelle de la CDNL 2010 : Groupe de discussion A

Au cours de la réunion de la CDNL de l'année dernière, le Groupe de discussion A sur le dépôt légal électronique :

- a reçu un rapport de l'enquête de 2009 de la BL sur le dépôt légal électronique
- a noté l'importance de ces données comparatives internationales pour en soutenir l'essor et comme outil de partage de bonnes pratiques,
- s'est accordé sur l'intérêt d'actualiser les données de l'enquête et d'en étendre la portée aux membres de la CDNL ;
- a reconnu l'intérêt de définir les principes régissant le dépôt légal électronique ;
- Et aussi de développer un ensemble d'arguments pour la CDNL, en faveur du dépôt légal et du dépôt légal électronique.

La British Library fut chargée de mener l'enquête de 2011 et d'en rédiger le rapport.

2

Le Groupe de discussion A de la réunion de la CDNL de l'année dernière a compté de nombreux participants, avec des interventions très animées, enthousiastes et constructives pour un partage d'expériences et d'idées très utile. Ses recommandations ont été rapportées puis **approuvées** en session plénière.

L'enquête de 2011 a été conduite par Andy Stephens et Richard Gibby de la BL. Je vais vous présenter un résumé de leurs résultats. Ce résumé sera mis à disposition sur le site Web de la CDNL après cette réunion.

De plus, Andy et Richard ont pour objectif de publier un article plus complet sur l'enquête dans la presse professionnelle plus tard cette année.

## Enquête de 2009 de la British Library sur le dépôt légal électronique

- Enquête menée par la British Library début 2009
- Questionnaire envoyé à tous les membres de la Conférence Européenne des Directeurs de Bibliothèques Nationales (CENL), ainsi qu'au reste des pays du G8 et un certain nombre d'autres pays.
- Pour chaque catégorie de publication électronique, le questionnaire demandait :
  - Si le dépôt légal électronique ou une législation équivalente avait déjà été décrété(e) ou prendrait effet avant 2010 ;
  - Si la législation était déjà implémentée et entrée en vigueur ;
  - Si du matériel était déjà déposé selon cette législation ;
  - Et, de manière générale, quels étaient les conditions d'accès appliquées.

Il pourrait être utile de commencer par résumer les résultats de l'enquête précédente de 2009 dont la portée était moins étendue que celle de 2011.

## Enquête de 2009 de la British Library sur le dépôt légal électronique : Conclusions

- 76% des 35 membres ayant répondu ont fait état d'une législation sur le dépôt légal électronique décrétée et mise en place au moins pour les documents hors-ligne
- 6% de plus (2 membres) attendaient la mise en place d'une législation à l'horizon 2010
- 18% ont indiqué qu'aucune législation sur le dépôt légal électronique n'avait été décrétée.
- 35% ont la possibilité de recueillir du matériel gratuit en ligne.
- Ces mêmes 35% sont aussi autorisés à recueillir des livres ou des journaux électroniques ainsi que d'autres publications commerciales en ligne selon la même législation. (2 autres membres ont indiqué que la législation devait le permettre en 2010).
- 18% des membres ayant répondu ont indiqué que leur législation actuelle exigeait le dépôt/et le recueil de données structurées derrière les services de requête.
- Les conditions d'accès sont généralement plus généreuses que celles proposées au Royaume-Uni.

## Enquête CDNL 2011

55 réponses (contre 35 en 2009)

	<b>2011</b>	<b>2009</b>
Moyen-Orient	2	0
Europe	31	30
Caraïbes	3	0
Asie	9	1
Amérique du Sud	2	0
Amérique du Nord	3	2
Afrique	3	0
Océanie	2	2
<b>Total</b>	<b>55</b>	<b>35</b>

5

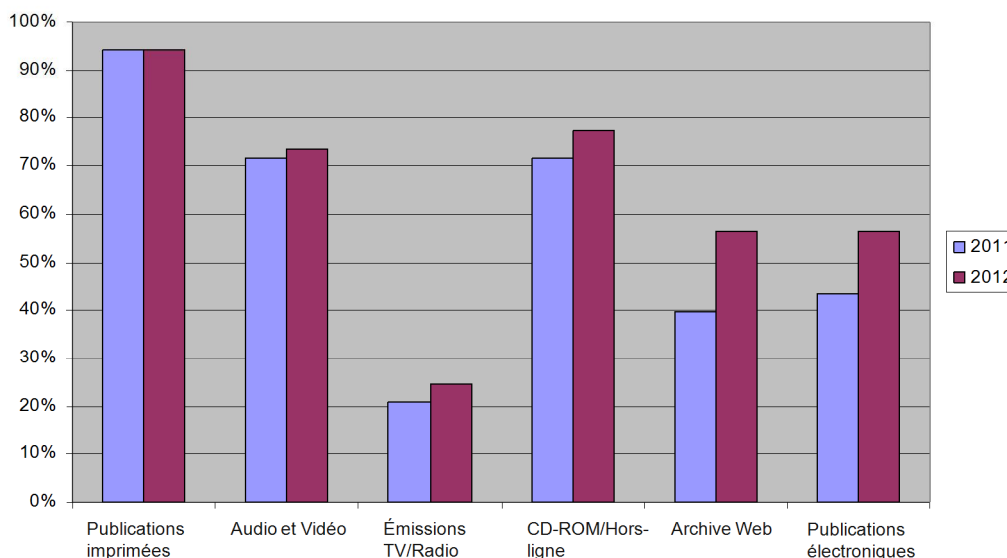
Les 55 réponses comprennent Puerto Rico, le Québec et l'Ecosse, ce qui signifie que nous avons reçu 52 réponses des états membres de la CDNL, nombre que nous avons utilisé pour le calcul des pourcentages tout au long du reste de la présentation.

Tous les pays du G8 ont répondu (comme en 2009)

14 pays du G20 ont répondu (contre 9 en 2009)

Le nombre de réponses des pays non membres du G20 a augmenté de 50% entre les deux enquêtes.

## Membres de la CDNL dotés d'une législation sur le dépôt légal



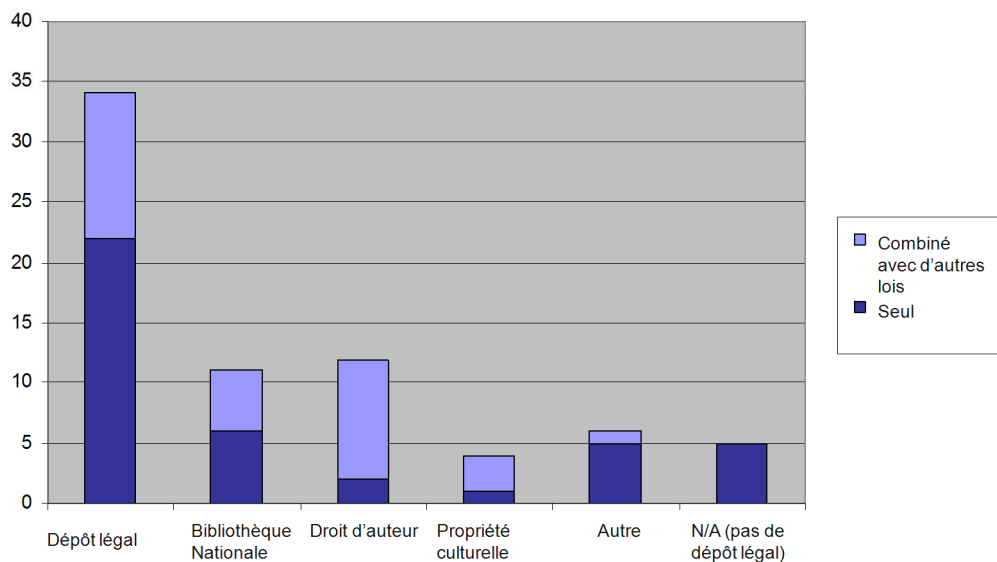
6

Cette diapositive montre le pourcentage de répondants avec une législation sur le dépôt légal par type de publication. Les colonnes bleues indiquent la position en 2011, les mauves montrent leur pourcentage prévu en 2012.

Il convient probablement de souligner trois éléments clés :

1. NB le chiffre de 94% pour les bibliothèques nationales avec un dépôt légal pour les documents imprimés. Nous reviendrons sur ce point plus en détail au cours de la prochaine diapositive. Cependant, étant donné que le dépôt légal de l'imprimé demeure la norme établie depuis longtemps, il est intéressant de garder ce chiffre à l'esprit comme élément de référence lors de comparaisons avec les autres types de matériaux mentionnés ici.
2. La plupart des bibliothèques nationales jouissent aujourd'hui du dépôt légal électronique pour les CD-ROM et les publications hors-ligne. 79% des pays ayant répondu disposeront du dépôt légal de CD-ROM et de documents hors-ligne à partir de 2012 (ce qui représente 84% de ceux qui disposent du dépôt légal pour l'imprimé).
3. De gros progrès semblent avoir été réalisés pour assurer le dépôt légal en ligne des publications électroniques et sur le Web, pointant un changement important entre 2011 et 2012. Il aurait été intéressant de demander aux membres leurs projections pour une date comme, par exemple, 2015.

## Types de législation pour le dépôt légal (juin 2012)



7

Éléments à souligner ici :

1. Le dépôt légal est couvert par plusieurs lois dans les différents Etats : seuls 22 des 52 pays ayant répondu disposent d'une législation spécifique au dépôt légal
2. Notez en particulier l'interaction avec la législation sur le droit d'auteur (3<sup>ème</sup> colonne)

## Livres et périodiques imprimés

94% des bibliothèques disposent d'une forme ou d'une autre de dépôt légal pour l'imprimé. Commentaires :

- Les Pays-Bas ont une tradition de dépôt volontaire.
- La Suisse mêle dépôt volontaire et accords d'achats.
- À Chypre, la fonction est assurée par le Ministère de l'Intérieur (Département Presse et Information) et non par la Bibliothèque Nationale, reliquat de la censure coloniale.
- Au Japon, les publications officielles et commerciales sont déposées auprès de la Bibliothèque Nationale de la Diète : pour les publications commerciales, il existe un organisme de compensation qui permet de compenser les éditeurs du coût du dépôt.

34% des bibliothèques nationales recueillent des thèses, mais la plupart d'entre elles ne les considèrent pas comme relevant du dépôt légal.

Une fois de plus, je souhaiterais répéter que le chiffre de 94% (pour l'imprimé) est probablement le point de référence avec lequel il conviendrait de comparer la situation concernant les autres catégories.



## Ressources audiovisuelles

71% (37) des pays ayant répondu disposent du dépôt légal pour les enregistrements sonores et visuels publiés.

### Audio

- 35 bibliothèques nationales disposent du dépôt légal pour les enregistrements sonores.
- Dans 2 pays, le récipiendaire du dépôt légal pour les enregistrements sonores est une entité distincte.
- 2 autres bibliothèques nationales fonctionnent sur une base volontaire du dépôt.

### Vidéo

- 31 bibliothèques nationales disposent du dépôt légal pour les films/DVD ou autres vidéos
- Dans 6 pays, le récipiendaire du dépôt légal pour les ressources vidéos est une entité distincte.
- 1 autre bibliothèque nationale fonctionne sur une base volontaire du dépôt.

La norme est celle d'un accès uniquement sur site.

9

### Accès - Audio

Pour 27 (plus de 75%) des bibliothèques nationales avec dépôt légal des enregistrements sonores, l'accès est limité au sein de l'institution. 7 bibliothèques nationales ont l'autorisation de prêter à d'autres bibliothèques ou de copier. Uniquement 4 bibliothèques nationales permettent l'emprunt.

### Accès – Vidéo

Pour 21 (environ 70%) des bibliothèques nationales avec dépôt légal pour la vidéo, l'utilisation est restreinte au sein de l'institution. 5 bibliothèques nationales sont autorisées à prêter à d'autres bibliothèques ou à copier. Uniquement 3 bibliothèques nationales permettent l'emprunt.

## Émissions télévisées et radiophoniques

### Télévision

- 10 pays indiquent disposer du dépôt légal pour les émissions télévisées.
- Dans 4 pays, le récipiendaire du dépôt légal pour les émissions télévisées est la bibliothèque nationale, dans 4 pays il s'agit d'une entité distincte
- Dans 2 pays, le dépôt légal pour les émissions télévisées n'est pas encore en place
- 3 autres bibliothèques nationales fonctionnent sur la base d'accords pour l'archivage.

### Radio

- 9 pays indiquent disposer du dépôt légal pour les émissions radiophoniques
- Dans 3 pays, le récipiendaire du dépôt légal pour les émissions radiophoniques est la bibliothèque nationale ; dans 4 pays, il s'agit d'une entité différente.
- Dans 2 pays, le dépôt légal pour les émissions radiophoniques n'est pas encore en place
- 3 autres bibliothèques nationales fonctionnent selon des accords d'archivage.

La norme veut que l'accès soit restreint à une utilisation sur site.

10

De manière générale, seulement près de 20 % des pays disposent du dépôt légal pour les émissions et lorsque c'est le cas, il est très rare que la bibliothèque nationale en soit le récipiendaire.

Les bibliothèques nationales récipiendaires du dépôt légal des émissions télévisées sont celles de Corée, de Norvège, du Chili et de Suède. Les récipiendaires du dépôt légal des émissions télévisées qui ne sont pas bibliothèques nationales se trouvent en Finlande, au Danemark, en Islande et en Nouvelle-Zélande.

Là où il n'y a pas de dépôt légal, c'est encore souvent une entité distincte qui recueille les émissions de manière différente, comme c'est le cas en Australie où ce rôle est assuré par la National Film and Sound Archive.

Un nombre importants de répondants ont rapporté que leurs chaînes de télévisions et stations de radio nationales se chargeaient elles-mêmes de leurs archives.

Au Royaume-Uni et au Canada, les émissions télévisées et radiophoniques ne sont pas couvertes par les législations sur le dépôt légal. Library and Archives Canada a négocié le droit de capturer les émissions télévisées quotidiennes des principales chaînes de télévision canadiennes. La législation sur les droits d'auteur au Royaume-Uni désigne la BL comme entité autorisée à archiver les programmes émis, ce qu'elle fait de manière sélective. D'autres entités britanniques, comme la BBC et la BFI, recueillent aussi ces ressources.

La norme restreint très souvent l'accès à une utilisation sur site uniquement.

## Publications sur CD-ROM et hors-ligne

- 38 (73%) des bibliothèques nationales – ou 41 (79%) d'ici à l'année prochaine – disposent du dépôt légal ou d'une autre législation pour les publications sur CD-ROM.
- 8 autres (15%) reçoivent actuellement des publications sur CD-ROM par le biais de programmes de dépôt volontaire.

11

Ainsi, la plupart de bibliothèques nationales profitent aujourd'hui du dépôt légal électronique de publications sur CD-ROM ou offline. 79% des pays ayant répondu en jouiront d'ici à 2012 – c'est-à-dire 84% de ceux qui disposent du dépôt légal de l'imprimé.

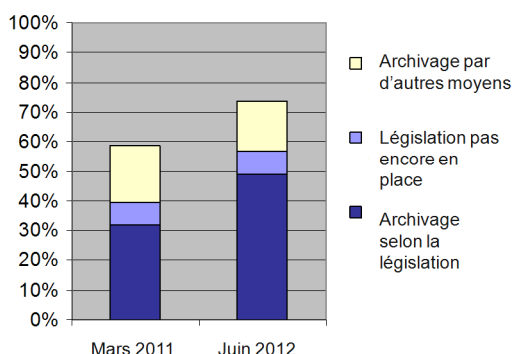
Le Royaume-Uni dispose actuellement d'un programme volontaire pour les publications hors-ligne (c'est-à-dire l'un des 8 actuels) mais il disposera d'une réglementation de dépôt légal dès juin 2012 pour ainsi rejoindre les 41.

Les bibliothèques restantes avec dépôt imprimé (dont Haïti, l'Irak, la Jamaïque et Singapour) n'ont pas répondu à cette question. On peut se demander si cela est dû au fait que le nombre de publications sur CD-ROM est si faible aujourd'hui qu'il ne semble pas nécessaire de mettre de législation ou de programme volontaire en place.

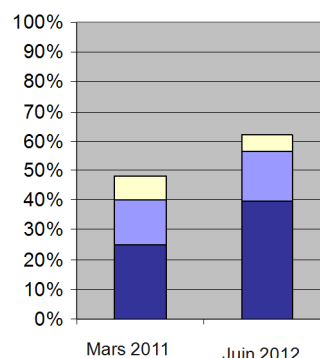
## Archivage du Web

- 21 (40%) disposent déjà d'une législation qui permet l'archivage du Web.
- 30 (58%) bibliothèques nationales disposeront d'une législation d'ici à juin 2012.

Archivage sélectif



Archivage par domaine



12

Cela signifie que, d'ici à l'année prochaine, 61% (près des deux tiers) des pays disposant du dépôt légal pour l'imprimé auront ainsi une législation pour l'archivage.

La législation permet aussi bien l'archivage sélectif que par domaine et ne fait aucune distinction. Mais la collecte par domaine pose néanmoins plus de difficultés techniques et pratiques, raison pour laquelle la plupart des bibliothèques commencent avec une approche sélective.

« Par d'autres moyens », pour l'archivage sélectif, signifie soit avec permission (*opt in*), soit avec un avis avant archivage (*opt out*).

L'archivage par domaine par le biais de permissions est irréalisable. C'est pourquoi « Par d'autres moyens », dans ce cas, couvre des bibliothèques comme celle d'Australie, qui ont mandaté Internet Archive pour se charger de la collecte sous forme de *dark archive*.

## Accès aux archives Web

Quatre modèles :

1. *Dark archive* – accès permis uniquement par une application spécifique. Par exemple, des archivages par domaine réalisés par Internet Archive pour la bibliothèque nationale (Australie, Etats-Unis) ou pour des raisons de protection des données personnelles (Norvège).
2. Accès seulement pour les utilisateurs autorisés ou enregistrés auprès de la bibliothèque nationale, sur site (France, Allemagne). Les réglementations du Royaume-Uni en 2012 restreindront l'accès à un seul lecteur à la fois pour un même site Web.
3. Toute personne présente dans la bibliothèque nationale peut utiliser l'archive, généralement sur site. (Autriche, Canada, Finlande).
4. L'archive est gratuitement disponible en ligne. C'est le plus souvent le cas pour les collectes sélectives pour lesquelles les propriétaires individuels des sites Web ont donné leur autorisation (Royaume-Uni en 2011, Australie, Japon, Corée, Singapour...). 13

NB : Le Royaume-Uni est le seul pays où l'accès sera restreint à un seul lecteur à la fois pour le même site Web. Le principe qui le régit vise à observer une même règle pour tous les types de contenus généralisant les conditions d'utilisation de l'imprimé.

## Livres et journaux électroniques – la collecte

23 (44%) bibliothèques nationales disposent déjà d'une législation correspondante. Ce chiffre passera à 30 (58%) d'ici à juin 2012.

Cependant, seules 14 (27%) bibliothèques collectent actuellement des livres ou journaux électroniques via dépôt légal – 19 (37%) d'ici juin 2012. D'autres n'ont pas encore mis en application la législation.

Actuellement, 9 bibliothèques nationales rapportent qu'elles assurent la collecte par d'autres moyens. Les Pays-Bas offrent depuis longtemps un service d'archivage pour les éditeurs de journaux électroniques. Le Royaume-Uni dispose d'un programme de dépôt volontaire pour les journaux électroniques, la Suisse aussi bien pour les livres électroniques que pour les journaux électroniques.

Sur le total de 23 bibliothèques qui collectent aujourd'hui des publications électroniques (sur base du dépôt légal ou volontaire) :

- 7 recueillent les oeuvres en accès libre mais pas celles commercialisées
- 5 font l'inverse
- 11 ont une collecte mixte.

## Livres et journaux électroniques – accès (Juin 2012)

Sur les 26 pays ayant une législation correspondante ou un programme volontaire :

	Publications électronique en accès libre	Publications commerciales
Accessibles aux lecteurs, aussi bien sur site qu'à distance	14	3
Uniquement accessibles sur site, mais sans restriction du nombre de lecteurs	4	13
Uniquement accessibles pour un lecteur à la fois, sur site	1	2
« <i>Dark archive</i> » – accès uniquement par application	2	3
<i>Non spécifié / peu explicite dans l'enquête</i>	5	5

15

Les répondants ont dans la plupart des cas décrit les conditions qui entreront en application en 2012 avec les changements et la nouvelle réglementation.

Comme l'on pourrait s'y attendre, en général les termes d'utilisation pour les publications libres sont plus ouverts que ceux des publications commerciales.

Notez que 3 pays ont indiqué aussi permettre l'accès à distance pour les publications commerciales : la Chine (par licence), le Monténégro (bien que conditionné par des demandes de données personnelles) et la Serbie (pour les lecteurs autorisés).

L'Allemagne restreint l'accès à une personne à la fois pour les livres et journaux électroniques commerciaux. Le Royaume-Uni est le seul pays à étendre cette politique aussi aux livres et journaux électroniques libres.

Quelques pays restreignent aussi les contenus copiables (des données trop compliquées pour être incluses dans ce résumé).

## Enquête de 2011 de la British Library sur le dépôt légal électronique : Conclusions

- 94 % des 52 membres de la CDNL ayant répondu ont le dépôt légal pour les publications imprimées.
- 73 % des bibliothèques nationales – ou 79 % d'ici l'année prochaine – disposent du dépôt légal ou d'une autre législation pour les CD-ROM.
- 40 % des bibliothèques nationales – ou 58 % d'ici l'année prochaine – disposent d'une législation qui permet la collecte sur Web.
- Un quart des bibliothèques nationales mène à bien des collectes par domaine et un tiers mène des collectes sélectives selon la législation appropriée.
- Il existe 4 principaux modèles d'accès aux archives Web : de manière générale, l'autorisation d'accès est plus restrictive que l'original sauf lorsque des exceptions ont été cédées.
- 44 % des bibliothèques nationales – ou 58 % d'ici l'année prochaine – disposent du dépôt légal pour les livres et journaux électroniques
- En général, l'accès aux livres et journaux électroniques est permis en ligne par les modèles d'abonnements aux accès de la bibliothèque.

16

### Observations

Cette enquête ne peut être directement comparée avec celle de 2009 (les répondants sont différents), cependant :

- elle confirme globalement que le dépôt légal électronique est aujourd'hui bien entré dans les mœurs - 79% des bibliothèques nationales l'auront mis en place d'ici 2012, au moins pour les publications sur CD-ROM, ce qui représente 84% de celles qui disposent du dépôt légal pour l'imprimé.
- et comme vous le constatez –changement significatif entre 2011 et 2012 à souligner – il existe une tendance réelle vers l'application du dépôt légal électronique au Web et aux publications électroniques.

Pour ceux d'entre nous qui ne disposent pas encore du dépôt légal électronique, ces arguments me semblent intéressants pour le défendre dans nos contextes nationaux respectifs.

- De plus, recueillir du matériel servirait à bien peu de choses s'il ne peut ensuite être accessible, et il semblerait que les conditions d'accès sont souvent plus restrictives que pour l'imprimé ou l'édition originale.

C'est à mon sens un autre aspect qu'il nous faut aborder pour sa défense.

Nous aborderons la question plus longuement lors de la séance de notre groupe de discussion cet après-midi, où nous étudierons comment communiquer les principes qui prévalent dans la législation sur le dépôt légal électronique, les argumentaires et le possible développement d'un ensemble d'arguments pour le défendre depuis la CDNL ainsi que l'échange d'information.